

tés. Nous en avons eu des preuves dernièrement. Alors que pendant des mois il nous a dit que les sociétés américaines, celles qui fabriquent ici au pays, des automobiles et des pièces détachées, lui avaient donné l'«impression» qu'elles ne se proposaient pas d'utiliser le programme DISC; il a découvert brusquement, qu'en fait elles y avaient recourus pendant tout le temps de leurs entretiens.

Je ne parle pas du ministre lui-même, mais je soupçonne son ministère d'avoir toujours été ligué avec les grandes sociétés du pays; d'ailleurs, c'est le dernier ministre au monde sur lequel compter pour traiter du genre de questions que nous devons affronter dans le cadre de cette politique. On proposait d'établir un organisme d'examen distinct. Le ministre me regardait avec un sourire moqueur. Permettez-moi de citer cet homme qui se fait maintenant le grand défenseur de l'indépendance économique du Canada.

Des voix: Bravo!

M. Lewis: Faites comme d'habitude, frappez vos pupitres quand il n'y a pas raison de le faire. Permettez-moi de vous lire un court extrait du discours que faisait le ministre à Houston, au Texas, le 29 septembre 1971. Il disait que notre économie était fortement orientée vers le marché des capitaux et que nos besoins économiques des années 70 laissaient prévoir que les demandes de fonds de placements s'accroîtraient. Il déclarait en outre que la situation serait étudiée à la réunion cet après-midi-là, et énumérait alors quelques-unes des raisons qui devaient les inciter à se tourner vers le Canada comme pays d'investissement. Il appuyait sur le fait que notre régime fiscal n'était pas aussi mauvais que celui d'autres pays, et que nous jouissions d'un climat économique et politique favorable. Je n'ai pas le temps de vous lire tout le discours, mais c'est peut-être là la raison pour laquelle il y n'y a rien dans cette politique pour régir ou limiter les investissements directs de l'étranger.

Le parti libéral demeure le parti du continentalisme comme il l'a toujours été et il continuera à vendre économiquement parlant le Canada aux sociétés américaines comme il l'a fait dans le passé. Le petit jeu auquel on se prête cet après-midi n'induit pas en erreur les Canadiens qui se soucient de l'indépendance future de leur pays, non seulement du point de vue économique mais aussi du point de vue politique.

Le gouvernement actuel a aidé les entreprises sous contrôle étranger à étendre leurs activités au Canada. La plupart des subventions d'encouragement accordées par le ministère de l'Expansion économique régionale sont allées à des sociétés sous contrôle étranger. Dans le rapport soigneusement préparé du ministre, j'ai vu que cet état de choses allait se poursuivre et que les sociétés étrangères continueront à recevoir des subventions. D'une part, nous allons donc lutter contre la mainmise étrangère et, d'autre part, nous allons donner des centaines de millions de dollars aux succursales des sociétés américaines établies au Canada de manière à leur permettre d'étendre leur rayon d'action au Canada et de contrôler davantage l'économie canadienne avec l'argent des contribuables.

Des voix: Quelle honte!

M. Lewis: Si cela ne met pas en lumière toute l'hypocrisie sans fin du gouvernement actuel, j'ignore ce qui le fera. Il me faudrait beaucoup plus de temps qu'on m'en accorde, monsieur l'Orateur, mais je dis simplement qu'à titre de Canadien, cette politique me dégoûtait. Dans un domaine qui exige qu'on s'en occupe sérieusement, cette

[M. Lewis.]

politique qui n'en est pas une revêt un aspect tragique. Le Canada regorge de capitaux que les Canadiens veulent investir. Cette politique aurait dû englober tous les domaines que j'ai signalés et elle aurait dû préconiser des propositions concrètes en vue du contrôle par les Canadiens de leur économie. Nous ne pouvons y parvenir à moins d'avoir l'imagination et le courage de récupérer une grande partie de l'économie présentement aux mains de sociétés étrangères. Nous devons nous assurer, surtout au chapitre de l'industrie des ressources, que les sociétés américaines ne s'en emparent afin d'éviter que ne devienne impossible l'indépendance économique et politique des générations canadiennes à venir.

Des voix: Bravo!

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur l'Orateur, j'aimerais remercier le ministre qui, il y a quelques heures, m'a envoyé une copie de sa déclaration afin que nous puissions l'étudier à loisir.

[Français]

Monsieur le président, à la suite de la publication du rapport qui a été déposé à la Chambre aujourd'hui, je peux affirmer au moins une chose, c'est que la caisse du parti libéral fédéral est en bien meilleure posture qu'elle ne l'était ce matin. Au fait, cette déclaration vise à apaiser les investisseurs étrangers, qui étaient un peu «chatouilleux» et nerveux, depuis l'apparition des écrans de fumée que le gouvernement avait dressés au Canada depuis quelques années au sujet du contrôle étranger de nos investissements. Or, aujourd'hui, à la suite de cette déclaration, ces messieurs peuvent sûrement dormir en paix, car ils ne seront pas dérangés, et pour cause, car le gouvernement vient de les rassurer en publiant un rapport vide de sens et qui n'a d'autre but que de servir à des fins électorales.

Premièrement, il vise à renflouer la caisse électorale et, deuxièmement, à dresser un écran de fumée pour faire croire aux électeurs canadiens que le contrôle étranger va être mis en tutelle, qu'il va être étudié et définitivement jugulé.

Monsieur le président, la caisse électorale se remplit, et la publicité va bon train en vue des prochaines élections, car on a réussi à dresser un écran de fumée autour de la supposée politique de contrôle des investissements étrangers.

• (1740)

Or, l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand) vient tout dernièrement encore d'accorder une subvention de \$750,000 à une compagnie suédoise, au Nouveau-Brunswick, pour concurrencer une industrie canadienne du meuble.

Monsieur le président, nous n'avons rien contre les investisseurs étrangers. Nous n'avons pas à blâmer ces individus à qui nous avons «twisté» les bras, à qui nous avons demandé de venir investir chez nous. Cependant, nous blâmons la stupidité de nos gouvernements actuels et passés qui ont fait du Canada une colonie économique.

Quant à l'étude que le gouvernement a déposée aujourd'hui, nous l'attendions depuis très longtemps. On a voulu bâtir un mystère à son sujet; on nous a fait croire que le gouvernement s'apprêtait à présenter un aigle dangereux relativement à la mainmise étrangère sur notre économie. Aujourd'hui, on constate, à la Chambre, que le gouvernement ne vient que d'accoucher un moineau mort-né.